

**Climat - Accord de Paris - Alliance -
Communiqué du ministère de
l'environnement, de l'énergie et de
la mer**

(Paris, 22 février 2017)

Le mercredi 22 février, s'est tenue la première réunion de l'Alliance, annoncée par Ségolène Royal à la COP22. Elle a réuni bailleurs (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Commission européenne, AFD, Fonds français pour l'environnement mondial), organisations internationales (CCNUCC, UNESCO, FAO, PNUE, Office des migrations internationales), scientifiques, ONG, représentants de gouvernements, de collectivités et d'entreprises.

Soutenue financièrement par la France, animée par la Plateforme océan climat, cette alliance fait suite à la mobilisation de la présidente de la COP21 qui a permis le lancement d'un agenda de l'action océan climat dès la Conférence de Paris en 2015.

1. La rencontre a permis aux partenaires de présenter l'avancement des 18 initiatives portées par l'Alliance, notamment :

- Le développement d'économies résilientes au climat en Afrique avec un objectif de mobilisation de 3 milliards de dollars pour l'«African Package for Climate-Resilient Ocean Economies». De nombreux projets pilotes ont été déclenchés partout en Afrique. Le programme WACA, sur le risque côtier dans le golfe de Guinée, bénéficiera ainsi du soutien de la France en faveur de projets pilotes au Togo, au Sénégal et au Bénin et entend mobiliser 200 millions de dollars pour la région.

- L'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI), co-animé par la France et Madagascar, mobilisera les États et les acteurs autour de plusieurs objectifs clé du plan d'action adopté en novembre : protection des récifs, mangroves et herbiers par les États, suppression des microbilles plastiques, mobilisation des bailleurs autour de projets emblématiques de préservations des récifs et des mangroves.

- L'Alliance internationale pour combattre l'acidification des océans a initié des programmes de recherche et accompagnera les pays membres dans la mise en place de plans d'action face à ce phénomène.

- L'initiative CREWS sur les systèmes d'alerte précoce a déjà mobilisé 30 millions de dollars de dons, avec un objectif de 100 millions en 2020, et a lancé de premiers projets à la COP22.

- L'initiative îles durables (Sustainable Island Initiative), dotée de 5 millions d'euros, qui a permis de lancer des projets pilotes dans 13 îles pour aider les autorités locales à lutter contre le changement climatique (traitement des déchets, énergies renouvelables, gestion des ressources en eau, protection de la biodiversité et transition bas carbone).

- L'initiative pour les petits États insulaires en développement «SIDs Lighthouse», qui a lancé 16 projets d'énergies renouvelables dans les îles depuis la COP21, représentant 368 MW et 1 milliard de dollars. La France appuie la réalisation d'une cartographie du potentiel d'énergie renouvelable marine dans les Caraïbes.

2. L'Alliance a confirmé l'engagement de la communauté scientifique internationale au service du climat et de l'océan.

3. L'Alliance s'est dotée d'une feuille de route pour 2017, avec :

- 3 rencontres de haut niveau : lors de la conférence sur l'ODD 14 en juin à New-York, lors de la Conférence Our Ocean à Malte en septembre et lors de la COP23 sous présidence fidjienne.

- Un rapport annuel sur la dynamique de l'action dans le champ océan-climat, afin d'assurer le sérieux dans le suivi des engagements et de contribuer aux échéances climat sur le relèvement de l'ambition.

4. Ségolène Royal a annoncé son soutien au lancement par la Plateforme océan climat, d'un incubateur de projets et précisé les objectifs de l'Alliance pour 2017 :

- Soutien d'ici fin 2017, à 10 projets de protection des mangroves, dans tous les continents (la France est elle-même déjà très mobilisée, avec des objectifs sur son territoire et plusieurs projets lancés, avec ses instruments de coopération, dans le golfe de Guinée, aux Philippines et au Costa Rica).

- Lancement d'une initiative sur les énergies marines dans la Grande Caraïbe, qui sera présente lors de la conférence sur la protection de la mer des Caraïbes (Convention de Carthagène), que la France préside du 13 au 17 mars en Guyane.

- Mobilisation du transport maritime autour de projets de labels de suivi de leurs émissions de polluants.

La France se mobilise aussi pour soutenir les dynamiques régionales autour de l'Océan et du Climat : Plan Méditerranée, risque côtier en Afrique, petits États insulaires, stratégie européenne./.

(Source : site Internet du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer)

